

Fin ou début?



Lutte contre la pauvreté

La Hongrie est probablement le seul pays en Europe qui dispose d'une stratégie sur 25 ans pour la protection des enfants les plus défavorisés. Ce programme contre la pauvreté des mineurs (GYEP) doit toutefois s'arrêter d'après les déclarations de ses fondateurs qui devaient quitter leurs fonctions en septembre. Le ministère en charge de ce dossier dément ces rumeurs, et parle au contraire d'étendre le projet.

Le GYEP fondé par la sociologue Zsuzsa Ferge, a travaillé sur l'élaboration d'un programme pour lutter contre la pauvreté des enfants dès 2005. Ce programme fait la jonction entre plusieurs domaines comme la santé, l'éducation et les allocations sociales. Le Parlement avait adopté en mai 2007 ce programme intitulé „Un meilleur avenir pour les enfants” avec l'assentiment de tous les partis politiques, chose rare sous le gouvernement Gyurcsány. Le GYEP a pu ainsi lancer un projet pilote dans la micro-région de Szécsény (au Nord-Est de la Hongrie), puis dans 5 autres régions défavorisées du pays. Dans le cadre de cette initiative, de nombreux services sanitaires, sociaux et scolaires ont été mis à disposition des populations alors qu'ils manquaient depuis longtemps dans certains quartiers défavorisés. L'objectif était d'encourager la scolarisation des enfants et lutter contre l'absentisme scolaire avec l'installation de centres locaux pour les mineurs. L'Union européenne a récompensé ce programme considéré comme un des meilleurs en la matière.

Il a pris toute son importance depuis que la crise économique a touché la Hongrie, affectant particulièrement les couches les plus défavorisées de la population. Le nombre de mineurs en situation de précarité a augmenté en effet depuis le début de la crise. Selon les dernières données publiées dans le cadre d'une étude récente de la sociologue Zsuzsa Ferge, un enfant sur cinq vit au sein d'une famille dont les parents sont au chômage et n'ont pour seuls revenus que les allocations sociales, contre un sur sept en 2005. A l'heure actuelle, 450 000 mineurs hongrois rencontrent des difficultés pour se nourrir et se loger correctement. En outre, force est de constater que les populations les plus défavorisées résident bien souvent dans de petits villages ou quittent la ville pour vivre en banlieue proche, dans des bidonvilles ou ghettos, où ils se retrouvent coupés du reste de la société. Ainsi leurs conditions de vie n'apparaissent que rarement au grand jour et leur isolement rend plus difficile encore leur accès aux services sociaux.

De moins en moins d'aides

Depuis fin 2008, la lutte contre la pauvreté n'est cependant plus un objectif prioritaire pour l'Etat hongrois. A partir de cette période, le programme n'a plus fait partie des priorités inscrites au budget de l'Etat, et les subventions versées par le bureau du Premier ministre et l'Académie des Sciences ont baissé d'une année à l'autre. Ainsi, l'un des buts prioritaires du programme qui est de déployer le réseau social selon les besoins n'a pas pu vraiment se réaliser au niveau national. Actuellement le nombre d'employés dans les bureau d'aides sociales est déterminé par le nombre habitants dans la commune, alors que nombre de villages isolés nécessitent plus d'assistance.

La situation s'est encore dégradée cette année. Comme Zsuzsa Ferge l'a expliqué dans le quotidien Népszabadság, on l'a informée en juillet que l'Académie des Sciences n'avait plus suffisamment de ressources pour subventionner le programme de lutte contre la pauvreté des enfants, alors même que la direction de cette institution avait accepté de mettre en place le projet dans 15 autres micro-régions. Dès lors, les employés du GYEP ont travaillé sans rémunération à partir du mois d'août. A la mi-septembre, l'Académie de Sciences a décidé de transférer le programme et les employés au Wekerle Sándor Alapkezelô (WSA), une organisation publique qui gère auparavant les subventions scolaires. Depuis cette date, le travail du GYEP s'est arrêté. "Le Programme Contre la Pauvreté des Mineurs existant depuis 2006 sous l'égide de l'Académie des Sciences, a été suspendu par la décision

du 15 septembre. Le travail scientifique et sur le terrain du GYEP a été entravé, ses résultats mis à la poubelle" a écrit Zsuzsa Ferge dans une lettre adressée au président de l'Académie. Pourtant le Ministère de l'Administration Publique et de la Justice englobant le secrétariat d'État à l'Intégration sociale dément ces informations. Il déclare même qu'il souhaite élargir et rafraîchir le programme avec un budget plus élevé que jamais.

Les 35 experts du GYEP ont dû quand même quitter leur bureau une semaine après la décision de l'Académie des Sciences et rendre tous leurs dossiers. Ils ne sont pas repris automatiquement par le WSA et doivent aujourd'hui participer à des entretiens d'embauche. On ne sait pas combien d'employés pourront continuer à travailler pour cette cause.

Judit Zeisler

Une solution plus rapide?

Plusieurs centaines de milliers de poulets, cochons et chèvres ainsi que des graines de légumes ont été distribués dans de nombreux villages en nécessité par la Minden Gyerek Lakjón Jól Alapítvány (Fondation pour l'alimentation de tous les enfants) au printemps. Ce projet a pour objectif d'assurer l'alimentation des plus pauvres de façon durable, autrement que par des donations alimentaires occasionnelles. Il a été lancé par le conseiller du premier ministre et la sociologue Zsuzsa Hegedûs. Il n'a bénéficié d'aucun financement de la part de l'Etat, les ressources proviennent en effet de donations privées recueillies principalement lors d'une émission de télé-réalité dédiée à cette cause.

Bien que l'idée semble astucieuse, son efficacité a fait couler de l'encre dans les médias hongrois car le projet n'a été accompagné d'aucune formation agricole. De nombreux reportages ont ainsi voulu démontrer que les poulets sont morts le lendemain de leur arrivée, leurs nouveaux maîtres n'étant pas formés pour les élever. Cet automne, les organisateurs vont donc retourner dans les villages pour analyser les résultats. Ils estiment pour leur part que le taux de réussite et d'efficacité du projet est quand même de 83%.

- 8 vues

Catégorie

Agenda Culturel